

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SUNDGAU

DE LA SÉANCE DU JEUDI 19 OCTOBRE 2023 A 18 H 30

Salle de réunion de la Médiathèque du Rocher, située 3A Route de Lucelle 68480 FERRETTE

Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,

Date de la convocation : 13 octobre 2023

Étaient présents :

Mesdames et Messieurs, Antoine ANTONY, Danièle BACH, Fabienne BAMOND, Anne-Marie BIANCOTTI (jusqu'au point 8) Joseph BERBETT, , Pierre BLIND, Doris BRUGGER, Arlette BRUETSCH, Bernard BUBENDORF, Jean-Pierre BUISSON, François COHENDET, Jean-Claude COLIN, Danielle CORDIER, Bernard FANKHAUSER, Gilles FREMIOT, Madeleine GOETZ, Christian GRIENENBERGER, Eric GUTZWILLER, Matthieu HECKLEN, Georges HEIM, Jean-Luc HEUDECKER, Fabien ITTY (à partir du point 4), Bertrand IVAIN, Nicolas JANDER, André LEHMES, Didier LEMAIRE, Michel LERCH, Christian LERDUNG, Clément LIBIS, Agnès LORENTZ, Eliane OSINSKI, Olivier PFLIEGER, Isabelle PI-JOCQUEL, Régine RENTZ, Fabienne REY, Georges RISS, Fabien SCHOENIG, Raphaël SCHMIDLIN, Christophe SENDELIN, Jean-Claude SCHIELIN, Rémi SPILLMANN, Dominique SPRINGINSFELD, Stéphane STALLINI, Antoine STAMPFLER, Patrick STEMMELIN, Christian SUTTER, Marielle THOMANN, Aurelio TOLOSA, Jean-Luc WAECKERLI, Hervé WALTER, Jean WEISENHORN (à partir du point 4), Hervé WERMUTH, Fernand WIEDER, Chantal WISS, Joseph-Maurice WISS, Jean ZURBACH.

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Messieurs Michel PFLIEGER et Georges SCHOLL.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote :

Madame Nathalie BUCHER a donné procuration à Monsieur Stéphane STALLINI,
Madame Danielle BUHLER a donné procuration à Madame Fabienne BAMOND,
Monsieur Thierry DOLL a donné procuration à Monsieur Gilles FREMIOT,
Madame Delphine FELLMANN a donné procuration à Marielle THOMANN,
Monsieur Sylvain GABRIEL a donné procuration à Monsieur Michel LERCH,
Monsieur Serge GAISSER a donné procuration à Monsieur Clément LIBIS,
Madame Annick GROELLY a donné procuration à Monsieur Christian GRIENENBERGER,
Madame Sabine HATTSTATT a donné procuration à Monsieur Olivier PFLIEGER,
Madame Rita HELL a donné procuration à Monsieur Raphaël SCHMIDLIN,
Madame Véronique LIDIN a donné procuration à Monsieur Rémi SPILLMANN,
Monsieur Jean-Marc METZ a donné procuration à Monsieur Nicolas JANDER,
Madame Estelle MIRANDA a donné procuration à Madame Doris BRUGGER,
Madame Nathalie SINGHOFF a donné procuration à Monsieur Fabien ITTY,
Monsieur Gilbert SORROLDONI a donné procuration à Monsieur Fernand WIEDER,
Madame Céline STEVANOVIC a donné procuration à Monsieur Fabien SCHOENIG,
Monsieur Paul STOFFEL a donné procuration à Monsieur Pierre BLIND.

Étaient excusés sans représentation :

Mesdames Anne-Marie BIANCOTTI (à partir du point 9), Agnès HARNIST et Messieurs Michel DESSERICH, Stéphane DUBS, Jean-Claude EGGENSEPILLER, Germain GOEPFERT, Fabien ITTY (jusqu'au point 3), Philippe WAHL, Jean WEISENHORN (jusqu'au point 3).

Étaient non excusés :

Mesdames et Messieurs Bertrand AITA, Yann DILLMANN, Hugues DURAND, Jean-Marie FREUDENBERGER, Gérard GROELLY, Ginette HELL, Stéphanie KELLER, Philippe RUF, Isabelle STEFFAN, François WALCH.

Ordre du jour :

1.	DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE.....	121
2.	APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 28 SEPTEMBRE 2023	121
3.	EXAMEN DE DEMANDES DE SUBVENTIONS	121
4.	DECISION MODIFICATIVE N°3.....	122
5.	CONCLUSION D'UNE CONVENTION CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICES ET DE MISE EN RESERVES FONCIERES COMPENSATOIRES AVEC LA SAFER	122
6.	APPROBATION DES NOUVEAUX STATUTS DE L'ADIRA.....	124
7.	SIGNATURE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT 2023-2027 POUR LA MISE EN PLACE DE CONTRATS DE RESULTATS TERRITORIAUX EN FAVEUR DE LA QUALITE DE LA NAPPE D'ALSACE, DE LA NAPPE DU BATSBERG ET DES AQUIFERES DU SUNDGAU.....	125
8.	CONSTITUTION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE D'ÉLABORATION ET DE SUIVI DU PROGRAMME LOCAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS.....	127
9.	PARTICIPATION FINANCIERE AU CHAMPIONNATS DE FRANCE DE L'AVENIR 2024 DE CYCLISME	127
10.	COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL	128
11.	DIVERS.....	129

En préambule à la séance, le Capitaine ROCHÉ, nouveau commandant de la brigade d'Altkirch, se présente aux élus de la CC Sundgau. Il rappelle que la brigade rayonne sur un vaste territoire qui s'étend sur tout le sud Alsace jusqu'à la Vallée de la Doller et qu'il ne pourra pas, par manque de temps, se déplacer dans chaque commune pour aller à la rencontre des maires mais qu'il reste disponible pour tout échange si besoin.

Dans la dynamique de la politique prioritaire gouvernementale « Mieux lutter contre la cybercriminalité », la gendarmerie est dotée de nouvelles compétences et de nouveaux moyens pour lutter contre cette forme de criminalité qui ne cesse d'accroître aussi bien dans en milieu urbain que rural.

Remerciant la gendarmerie pour son intervention, Monsieur le Député, Didier LEMAIRE, rappelle son implication et engagement au côté des élus locaux. Il se dit aussi ravi de la candidature de la ville d'Altkirch pour l'accueil d'une unité mobile ce qui permettra de renforcer les brigades de la circonscription en toutes circonstances.

Son attention se porte aussi sur le manque d'effectifs au sein des gendarmeries, dans le monde rural en général et appelle à l'unité pour faire bloc face à l'augmentation de la criminalité sur notre territoire.

1. DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Monsieur Benoît KENNARD est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance conformément aux articles L.2541-6 et L.2541-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 28 SEPTEMBRE 2023

Il est proposé au Conseil d'approuver le procès-verbal de la séance du 28 septembre 2023.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve le procès-verbal de la séance du 28 septembre 2023.

3. EXAMEN DE DEMANDES DE SUBVENTIONS

Le Président indique que les associations qui sollicitent la Communauté de communes Sundgau pour l'obtention d'une subvention ont déposé un dossier de demande conformément au règlement d'attribution des subventions, faisant notamment apparaître le bilan financier N-1 et le budget prévisionnel.

Il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

SUBVENTIONS HORS CONVENTIONNEMENT

ASSOCIATION	Montant demandé	PROPOSITION 2023	SUBVENTION ATTRIBUEE EN 2022
Collège de l'III à Illfurth	3 000 €	3 000 €	3 000 €
Association Koest'Anim	1 000 €	1 000 €	/

Lors de la séance du 5 octobre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide d'attribuer les subventions comme suit :

ASSOCIATION	Montant demandé	PROPOSITION 2023
Collège de l'III à Illfurth	3 000 €	3 000 €
Association Koest'Anim	1 000 €	1 000 €

Il dit que les subventions seront imputées au budget principal 2023, chapitre 65, article 6574.

4. DECISION MODIFICATIVE N°3

Il convient d'apporter les modifications suivantes au budget général :

BUDGET 00200 : BUDGET GENERAL

Gestionnaire	Fonction	Nature	Chapitre	HT	Mvt	Libellé	FONCTIONNEMENT	
							DEPENSES	RECETTES
MEDIAALT	321	62878	011	N	R	Participation médiathèque Altkirch	-4 000,00	
AFFSCOL	22	6574	65	N	R	Subvention Collège Illfurth	3 000,00	
CULTURE	33	6574	65	N	R	Subvention Koest'Anim	1 000,00	
TOTAL							0,00	0,00

Le Conseil, à l'unanimité, approuve la décision modificative telle que détaillée ci-avant.

5. CONCLUSION D'UNE CONVENTION CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICES ET DE MISE EN RESERVES FONCIERES COMPENSATOIRES AVEC LA SAFER

Le Président rappelle que la Communauté de Communes Sundgau s'est engagée lors du Conseil communautaire du 24 février 2022 à lancer une procédure de création de Zone d'Aménagement Concertée sur le ban communal de Carspach en vue de créer un parc d'activités économiques.

Le projet est à ce jour en phase préliminaire et certaines clarifications doivent encore être apportées, notamment en ce qui concerne l'emprise exacte du projet car un projet routier est également en réflexion sur ce périmètre. Le périmètre est actuellement classé en zone 2AUE dans le PLUi du Secteur d'Altkirch et les modalités d'évolution restent encore à être fixées.

L'emprise du projet est actuellement exploitée en terrain agricole, une étude d'impact environnemental ainsi qu'une étude de compensation collective agricole ont notamment été lancées.

En décembre 2022, la SAFER Grand Est a proposé à la Communauté de Communes de contractualiser son accompagnement sur la stratégie foncière de ce projet par le biais d'une convention cadre de prestations de service et de mise en réserves foncières compensatoires, la procédure n'ayant pas pu aboutir, la SAFER propose une nouvelle convention comprenant pour mémoire les actions suivantes :

- Etablissement d'un diagnostic foncier ;
- Réalisation d'opérations foncières (négociations, échange, mise en réserve foncière) ;
- Gestion foncière.

La SAFER Grand Est dispose de l'opportunité d'acquérir 18,95 ha répartis sur les bans communaux d'Altkirch, Aspach, Carspach, Hirtzbach et Walheim et de mettre cette surface en réserve foncière afin de procéder à des compensations avec les agriculteurs en place actuellement à Carspach. Le prix de cette acquisition foncière est fixé entre 80 et 100 € HT auxquels s'ajoutent 75 € HT d'indemnités. Il est proposé à la CC Sundgau de préfinancer cette acquisition pour un montant total de 184 130 €, auxquels s'ajoutent des frais annexes (4 090 €) ainsi que des honoraires à hauteur de 8% (23 058 €).

Le préfinancement de l'acquisition par la SAFER Grand Est de ces terrains permettant la compensation et leur mise en réserve s'élève à un montant total de 312 777 € (un forfait de 1 500 € est appliqué pour l'entrée de mise en réserve). Des frais annuels de stockage (2%) seraient facturés à la Communauté de Communes s'élevant à 5 683 €/an et couvrant les frais de gestion administrative.

En ce qui concerne l'accompagnement de la SAFER Grand Est dans l'acquisition foncière des terrains de la ZAC à Carspach, les prestations de service s'élèveraient (sous réserve de confirmation du nombre de propriétaires et de la validation du périmètre exact) à 197 061 € décomposés comme suit :

- Etude foncière (entretiens avec les exploitants agricoles, entretiens avec les propriétaires fonciers, schéma d'aménagement foncier) : 10 600 € (8 100 € réunions avec les propriétaires et/ou exploitants + 2 500 € de rapport d'étude) ;
- Accompagnement sur le recueil des accords à l'amiable : 185 588 € (négociations avec les exploitants : 40 500 € + rémunération SAFER sur accords signés : 145 961 €).

A noter que la somme de 311 278 € sera reversée à la Communauté de Communes à la fin de la mise en réserve et que des frais financiers de 4,2%/an (non mentionnés ci-dessus) ne seraient pas appliqués si la Communauté de Communes s'engage à préfinancer l'acquisition de la réserve foncière à la SAFER.

La durée de la convention est fixée au maximum à 5 ans mais peut être prolongée par voie d'avenant.

Le Président a ainsi demandé à Madame Sophie BARLEON, chargée de mission de la SAFER, d'assister par visio à la présente séance, afin de répondre aux questions éventuelles.

Monsieur Raphaël SCHMIDLIN estime que les frais d'honoraires de la SAFER sont élevés et demande des précisions.

Madame Sophie BARLEON précise que cette mise en réserve de fonciers est une bonne opportunité pour la CC Sundgau au vu de la création de la ZAC, si le choix devait être différent, il conviendrait alors de procéder à une DUP pour exproprier les exploitants. Même dans ce cas de figure, des frais seraient à engager.

Monsieur Clément LIBIS demande si l'exploitant agricole qui cède sa parcelle contre une indemnité doit la restituer lorsqu'il récupère des terrains en contrepartie.

Madame BARLEON précise que l'exploitant exproprié va percevoir une indemnité d'éviction qu'il va utiliser pour l'acquisition du foncier compensatoire, qui reviendra de ce fait à la CC Sundgau qui aura préfinancé le foncier mis en réserve.

Le Président précise que la délibération soumise ce jour est pour la mise en réserve de foncier et la signature de la convention et en aucun cas de l'achat de terrains.

Monsieur Rémi SPILLMANN fait remarquer l'incohérence entre le prix de vente des terrains qui est plus élevé que le prix du terrain compensé.

Madame BARLEON précise que sur la zone concernée, il s'agit essentiellement de propriétaires fonciers et très peu de propriétaires exploitants. Les propriétaires veulent vendre à juste valeur et les exploitants veulent retrouver des terres à exploiter.

Monsieur Fabien SCHOENIG demande qui est propriétaire des terrains mis en réserve.

Madame BARLEON précise que la SAFER reste propriétaire afin de s'assurer que les terrains seront bien à vocation agricole. C'est le principe de la mise en réserve en stockage temporaire qui lie la CC Sundgau et la SAFER par la convention.

Le Président précise également que l'achat des terrains sera probablement confié à un opérateur qui sera en lien avec la SAFER, ce débat aura bien entendu lieu ultérieurement en Conseil communautaire.

Monsieur Christophe SENNELIN souhaite connaître le prix de vente d'un terrain viabilisé en ZAC.

Monsieur Christian SUTTER indique qu'à Tagolsheim, le terrain se vend à 2 500 € l'are mais précise que la configuration ne sera pas identique à Carspach donc pour le moment aucun tarif ne peut être annoncé.

Lors de la réunion du 5 octobre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, par 59 voix pour, 13 abstentions et 0 contre, approuve les modalités de la convention cadre de prestations de services et de mise en réserve foncière avec la SAFER Grand Est.

Il autorise son Président à signer ladite convention et tous actes s'y rapportant.

6. APPROBATION DES NOUVEAUX STATUTS DE L'ADIRA

Le Président présente l'ADIRA – Agence de Développement d'Alsace, et indique que cette association œuvre à l'échelle du territoire alsacien.

Dans le cadre de la loi NOTRe et à la suite de la création de la Collectivité Européenne d'Alsace ainsi que de la Région Grand Est, la répartition des actions menées dans le cadre des compétences économiques, les modalités de gouvernance et le financement de l'ADIRA ont été remaniés, nécessitant une révision de ses statuts.

Les missions de l'ADIRA sont les suivantes :

- Contribuer à la promotion et au développement économique du territoire dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et du schéma de coopération transfrontalière de la CeA ;
- Développer l'attractivité et le marketing territorial (promotion et déploiement des marques « Alsace » et création des conditions générales favorables à l'implantation et au développement des entreprises) ;
- Concourir à l'insertion par l'activité au moyen de la conception et la mise en œuvre de stratégies et d'actions relatives à la prévention des défaillances d'entreprises notamment ;
- Favoriser la solidarité et la cohésion territoriale par un conseil aux collectivités et EPCI ;
- Faciliter l'accès aux services départementaux pour favoriser l'ancrage sur le territoire et l'accessibilité.

Lors de la création de la CeA, il a été convenu que le budget de l'ADIRA soit financé à 40 % par la Région Grand Est, 40 % par la CeA et 20% par les EPCI.

Les membres du collège « Autres établissements publics intercommunaux (EPCI) » acquittent une cotisation annuelle spécifique dont le montant et la date d'échéance sont fixés chaque année par l'AG ordinaire.

Les statuts de l'ADIRA ont été révisés par décision de son Assemblée Générale le 15 juin 2023, et les EPCI sont sollicités pour l'approbation de ces nouveaux statuts ainsi que la désignation d'un représentant.

Monsieur Jean ZURBACH souhaite connaître les changements apportés aux statuts.

Le Président précise que l'ADIRA a fait l'objet d'un contrôle de la Chambre Régionale des Comptes qui a demandé que des modifications soient apportées notamment sur la gouvernance et de la présidence.

Lors de la réunion du 5 octobre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve les statuts de l'ADIRA révisés lors de l'Assemblée Générale du 15 juin 2023.

Il désigne Monsieur Christian SUTTER, Vice-Président en charge du développement économique en tant que représentant de la Communauté de Communes Sundgau dans le collège « Autres établissements publics intercommunaux » de l'Assemblée Générale.

Il approuve la candidature de la Communauté de Communes Sundgau au siège du Conseil d'Administration de l'ADIRA.

<p>7. SIGNATURE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT 2023-2027 POUR LA MISE EN PLACE DE CONTRATS DE RESULTATS TERRITORIAUX EN FAVEUR DE LA QUALITE DE LA NAPPE D'ALSACE, DE LA NAPPE DU BATSBERG ET DES AQUIFERES DU SUNDGAU</p>
--

Le Président expose que depuis la parution des résultats ERMES fin 2017, la Région Grand Est a pris en compte les questions de reconquête de qualité de l'eau et plus largement de l'utilisation des produits phytosanitaires. Cette prise en considération s'est traduite par un certain nombre de réunions de travail entre les différents partenaires (AERM, Région Grand Est, SAGE III Nappe-Rhin, Chambre d'Agriculture, DREAL, DRAAF, ARS, les producteurs et distributeurs d'eau, les organismes stockeurs, l'OPABA, la FR CUMA et l'APRONA) tout au long de l'année 2018.

Ces travaux ont abouti à la validation d'une Convention de Partenariat 2018-2022 pour la mise en place de contrats de solutions territoriaux en faveur de la qualité de la nappe d'Alsace et des aquifères du Sundgau. Celle-ci a été signée par l'ensemble des partenaires cités précédemment.

Fin 2022, la Convention de Partenariat 2018-2022 pour la mise en place de contrats de solutions territoriaux en faveur de la qualité de la nappe d'Alsace et des aquifères du Sundgau a pris fin. La Région Grand Est a pris en compte les résultats de la précédente convention, ainsi que l'ensemble des actions mises en place en 2018-2022 et a abouti à une nouvelle convention de partenariat afin de renforcer la dynamique positive mise en place, et de l'implanter de manière durable, pour atteindre les objectifs de qualité de l'eau potable : la Convention de Partenariat 2023-2027 pour la mise en place de contrats de résultats territoriaux en faveur de la qualité de la nappe d'Alsace de la nappe du Batsberg et des aquifères du Sundgau Solutions Eau Nappes d'Alsace et Sundgau (SENS)

La convention fixe comme objectif global de n'avoir aucun captage cible en 2027 avec des teneurs dans les eaux brutes supérieures à :

- 0.1µg/l par molécule herbicide autorisée et par métabolite pertinent ;
- Ou 0.9µg/l pour les métabolites non pertinents des molécules herbicides autorisées ;
- Ou 0.5µg/l pour la somme des substances (substances actives autorisées +métabolites pertinents).

Afin d'atteindre l'objectif global, les missions de cette nouvelle convention sont :

- Réduire à moins de 20% en 2027 le nombre de points de suivi avec des teneurs en herbicides et leurs métabolites dans les eaux brutes supérieures aux limites de la qualité de 0,1µg/l ;
- La reconquête de 20% des captages dégradés d'ici 2027 ;
- La baisse globale de l'utilisation des phytosanitaires et des herbicides :
 - La baisse de 50% de l'utilisation d'herbicides d'ici 2025 sur les aires d'alimentation des 17 captages (AAC) cibles de la convention ERMES 2018-2022,
 - Pour les captages de la nouvelle convention, soit 29 captages pour la convention SENS 2023-2027, ils devront avoir une baisse de 50% d'utilisation d'herbicides sur l'ensemble de l'aire. La

Communauté de Communes Sundgau est concernée par les captages de Spechbach, Tagolsheim, Willer, Illtal, Jettingen, Roppentzwiller et Bettendorf.

Cette convention sera traduite localement par des contrats de solutions territoriaux. Ils seront définis pour une durée de 3 ans, à l'échelle locale, avec des objectifs de moyens, des indicateurs et un suivi en cohérence avec la stratégie globale.

Deux stratégies opérationnelles ont été retenues : un socle d'actions de base pour l'ensemble de la nappe et des actions renforcées pour les secteurs prioritaires. Parmi les actions à mettre en place, on retrouve notamment :

- La réduction des pollutions ponctuelles et l'accentuation de l'équipement en système de sécurisation de l'utilisation des pesticides sur l'exploitation ;
- La généralisation du recours à l'utilisation des traitements en post-levée ;
- La généralisation du désherbage mécanique sur les AAC (hors zones soumises à l'érosion et coulées de boues) ;
- Le développement et la systématisation de la prise en compte d'indicateurs environnementaux, la promotion des leviers agronomiques, le développement de la mise en œuvre et la généralisation de zones de filtration ;
- Promouvoir et développer les systèmes de cultures à bas niveau d'impact 35% de l'AAC, l'agriculture biologique 20% de la SAU (Superficie Agricole Utilisée) de l'AAC en 2027, et développer des filières de cultures diversifiées.

Concernant la gouvernance et le suivi, un COPIL politique se réunira au moins une fois par an afin de faire le bilan de l'avancement des contrats territoriaux. Il sera précédé d'un comité technique préparatoire. L'ensemble des partenaires et des acteurs locaux sera associé à l'élaboration et à la mise en œuvre de ces contrats de solutions territoriaux. Une journée technique regroupant les partenaires signataires de la convention mais également, plus largement, l'ensemble des collectivités (syndicats, communes...), les associations de consommateurs, les associations de protection de la nature (Alsace Nature...), les organismes de recherche (INRAE, CNRS, ENGEES...) et d'autres acteurs (Terre de Liens...) sera organisée une fois par an.

Pour la Communauté de Communes Sundgau, ce sont les secteurs de Roppentzwiller, Bettendorf, et Illtal qui ont été choisis prioritairement pour la mise en place de ce contrat.

Lors de la réunion du 5 octobre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide la conclusion d'une convention de partenariat 2023-2027 pour la mise en place de contrats de résultats territoriaux en faveur de la qualité de la nappe d'Alsace, de la nappe du Batsberg et des aquifères du Sundgau.

Il approuve les termes de la convention à conclure à cet effet.

Il autorise son Président à signer la convention de partenariat pour la nappe rhénane et les aquifères du Sundgau et tous les documents s'y rapportant.

8. CONSTITUTION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE D'ÉLABORATION ET DE SUIVI DU PROGRAMME LOCAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

Le Président indique qu'aux termes de l'article R.541-41-20 du code de l'environnement, la Communauté de communes Sundgau, compétente en matière de collecte et de traitement des déchets des ménages, est également compétente pour l'élaboration du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA).

Dans ce cadre, et conformément au décret n° 2015-662 du 10 juin 2015 relatif au PLPDMA, une commission consultative d'élaboration et de suivi (CCES) doit être créée. Le Président a été autorisé, par délibération du Conseil communautaire du 28 avril 2022, à constituer ladite commission.

La composition de la commission n'est imposée par aucun texte mais doit permettre de consulter et d'impliquer les différents acteurs locaux. À ce titre, la CCES est composée d'élus, d'agents des services de la communauté de communes, de collectivités et institutions représentant la diversité du territoire, de représentants d'associations locales, de représentants des usagers du service public de prévention et de gestion des déchets et des non-usagers, professionnels et experts dont le domaine d'activité est concerné par la prévention des déchets.

Conformément à l'article R. 541-41-22 du Code de l'Environnement : « [La CCES] définit son programme de travail, son mode de fonctionnement et des modalités de concertation avec les acteurs concernés par la prévention des déchets ménagers et assimilés sur le territoire qui ne sont pas représentés dans la commission ».

Les acteurs retenus pour la composition de la CCES seront informés par courrier afin de nommer un représentant pour siéger au sein de la CCES. Les membres de la CCES seront réunis au moins une fois par an pour l'élaboration du PLPDMA d'une part, et pour évaluer et ajuster le programme d'actions d'autre part.

Lors de sa séance du 5 octobre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve la composition de la commission consultative d'élaboration et de suivi (CCES), telle que présentée par son Président.

9. PARTICIPATION FINANCIERE AU CHAMPIONNATS DE FRANCE DE L'AVENIR 2024 DE CYCLISME

Le Président indique que du 8 au 12 mai 2024, la Ville d'Altkirch accueillera les Championnats de France de l'Avenir 2024 de cyclisme en collaboration avec la Communauté de Communes et avec le soutien financier de la CEA et de la Région Grand Est. Cet évènement sportif d'importance accueillera environ 950 jeunes concurrents ainsi que leurs proches et accompagnateurs.

Au programme de ces 4 jours sont prévus des contre la montre, des courses en ligne, des relais mixtes pour les catégories jeunes (de minimes à espoirs). Les circuits traverseront de nombreuses communes du Sundgau. Les circuits ne sont pas encore officiellement déclarés car ils sont en attente de validation par la FFC (Fédération Française de Cyclisme).

Pour cette manifestation d'envergure, l'organisateur de ces épreuves, la Sundgau Sport Organisation (SSO) sous la houlette de son Président Antoine GEYER, membre du Vélo Club Sundgovia Altkirch, sollicite une participation financière de 20 000 € à la Communauté de Communes Sundgau en soutien à cette manifestation. D'autres prestations en nature ont également été demandées aux collectivités partenaires.

Lors de la réunion du 5 octobre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide de fixer la participation financière de la Communauté de Communes au championnat de France de l'avenir 2024 de cyclisme à 20 000 €, à verser sur le compte de la « Sundgau Sport Organisation » (SSO).

Il autorise son Président à signer tous actes se rapportant au versement de cette participation.

10. COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL

BUREAU DU 5 OCTOBRE 2023

DCB-043-2023 Adhésion au contrat de groupe statutaire du centre de gestion. Le Bureau a décidé d'adhérer au contrat groupe d'assurance 2024-2027 à compter du 1^{er} janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2027 selon les conditions suivantes :

- Assureur / Courtier : CNP Assurances / Reylens
- Régime du contrat : capitalisation
- Préavis : adhésion résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois.
- Durée du contrat : 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2024.

Il **retient** les garanties suivantes :

- **Pour les agents titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL :**

Les risques assurés + taux :

- | | |
|---|--------|
| • Décès | 0,23 % |
| • Accident de service / Maladie contractée en service – franchise 90j | 0,70 % |
| • Longue maladie / maladie de longue durée – sans franchise | 1,78% |
| • Maternité / paternité / adoption – sans franchise | 0,68 % |
| • Maladie ordinaire – garantie non souscrite | |

TOTAL 3,39 %

- **Pour les agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la CNRACL et agents contractuels de droit public :**

Les risques assurés sont : accident du travail / maladie professionnelle, maladie ordinaire, grave maladie, maternité / paternité / adoption, temps partiel pour motif thérapeutique. Tous les risques avec une franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire à un taux de 1,25 %.

Il a pris acte que les frais de gestion du Centre de Gestion, qui s'élèvent à 0,085 % de la masse salariale annuelle (masse salariale déclarée pour le calcul de la cotisation au Centre de Gestion du Haut-Rhin) de la collectivité, viennent en supplément des taux d'assurance ci-dessus déterminés. Il a décidé d'assurer uniquement le traitement brut indiciaire. Il a pris acte que le périmètre des garanties peut être revu chaque année Il a autorisé son Président à signer le certificat d'adhésion avec l'assureur ainsi que la convention à intervenir dans le cadre du contrat groupe avec le Centre de Gestion.

DCB-044-2023 Construction d'un accueil de loisirs sans hébergement à Spechbach : Conclusion d'avenants. Le Bureau a décidé de conclure :

- un avenant n°2 au lot 1 Terrassement - VRD avec l'entreprise PONTIGGIA SAS d'un montant – 1 711,46 € HT, soit – 2 053,75 € TTC, ce qui porte le montant initial du marché de 128 297,40 € HT à 136 094,90 € HT y compris l'avenant n°1 ;
- un avenant n°2 au lot 10 Cloisons – Isolation – Faux Plafonds d'un montant total de 758,52 €HT, soit 910,22 € TTC, ce qui porte le montant initial du marché de 54 557,00 € HT à 65 784,95 € HT y compris l'avenant n°1 ;
- un avenant n°1 au lot 17 Office - Laverie avec l'entreprise AUDEBERT GRANDES CUISINES d'un montant total – 800,00 €HT, soit – 960,00 € TTC, ce qui porte le montant initial du marché de 20 800,00 € HT à 20 000,00 €HT ;
- un avenant n°2 au lot 18 Electricité – Courants forts et faibles avec l'entreprise CET d'un montant total de 1 023,43 €HT, soit 1 228,06 € TTC, ce qui porte le montant initial du marché de 76 780,25 € HT à 99 225,37 €HT y compris l'avenant n°1 ;

Il a approuvé les termes des avenants à conclure à cet effet. Il a autorisé son Président à signer ces avenants et tous actes s'y rapportant.

DCB-045-2023 Natura 2000 : Actualisation du plan de financement. Le Bureau a approuvé l'actualisation du plan de financement de l'animation pour un montant prévisionnel de 60 608 € pour 2023. Il a autorisé son Président à solliciter la Région Grand Est ainsi que le FEDER en ce qui concerne le financement de l'animation du site Natura 2000 du Jura Alsacien.

DCB-046-2023 Attribution du marché de travaux d'assainissement de la tranche 2023 à Berentzwiller. Le Bureau a décidé d'attribuer le marché pour les travaux d'assainissement tranche 2 à Berentzwiller à l'entreprise ENCER pour un montant de 220 718,70€ HT, soit 264 862,44 € TTC. Il a approuvé les termes du marché à conclure à cet effet. Il a autorisé son Président à signer ce marché et tous actes s'y rapportant. Il a dit que les crédits nécessaires sont inscrits aux budget assainissement 2023.

DCB-047-2023 Rénovation de la piste d'athlétisme à Altkirch : Conclusion d'un avenant au marché conclu avec l'entreprise COLAS. Le Bureau a décidé de conclure un avenant n°1 avec l'entreprise COLAS d'un montant total de 62 625,00 € HT, soit 75 150,00 € TTC, ce qui porte le montant initial du marché de 492 740,00 € HT à 555 365,00 € HT. Il a approuvé les termes de l'avenant à conclure à cet effet. Il a autorisé son Président à signer cet avenant et tous actes s'y rapportant.

11. DIVERS

– PLUi III et Gersbach et secteur d'Illfurth

Le Président rappelle le recours gracieux de l'Etat contre les PLUi III et Gersbach et secteur d'Illfurth et informe de l'avancement de la procédure. Des réunions sont régulièrement organisées avec les services de l'Etat et le sous-préfet.

Les contrôles de raccordement sur le secteur III et Gersbach ont été réalisés et près de 1 500 courriers de mise en demeure pour non-conformité seront prochainement envoyés.

– Commission DETR

Le Président annonce une augmentation des subventions au titre de la DETR à 60 % pour les constructions de groupes scolaires tel que celui récemment construit à Ferrette et cela pour une durée de 3 ans.

Le Président a demandé lors de cette commission que les périscolaires construits à côté de ces groupes soient également soumis au même subventionnement, demande qui a été approuvée.

– Mandat spécial au Président pour la prise en charge des frais de mission liés à sa participation à un voyage d'études en Belgique

Le Président expose qu'il participera, du 23 au 25 octobre prochain, à un voyage d'études en Belgique, sur le thème de la mobilité et plus précisément la politique cyclable flamande, organisée par la Région Grand Est.

Conformément à l'article L.2123-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de prendre une délibération donnant mandat spécial pour ce déplacement afin d'autoriser la prise en charge des frais de mission s'y rapportant.

Les frais donnant lieu à remboursement sont uniquement les frais que nécessite l'exécution du mandat spécial.

Le Conseil, à l'unanimité, mandate Monsieur Gilles FREMIOT, Président, en qualité de représentant de la Communauté de Communes, pour participer à un voyage d'études en Belgique du 23 au 25 octobre prochain.

Il décide de prendre en charge ses frais de missions liés à l'exécution de ce mandat spécial.

Il dit que les dépenses seront imputées au budget principal, chapitre 65, article 6532.

— Détermination de la prochaine séance

Aux termes de l'article L.5211-11 du CGCT, « l'organe délibérant se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres ».

Le Conseil, à l'unanimité, donne-mandat au Président pour fixer le lieu de la prochaine séance du Conseil.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 20h30.

Altkirch, le 20 novembre 2023

**Le Président
Gilles FREMIOT**



Monsieur Benoît KENNARD
Directeur Général des Services
Secrétaire de séance